

Harriet Friedmann

Diversité des agricultures familiales Exister, se transformer, devenir

Éditions Quæ

Introduction générale

Jean-Michel Sourisseau, Pierre-Marie Bosc, Philippe Bonnal, Jean-François Bélières, Pierre Gasselien et Élodie Valette

Éditeur : Éditions Quæ
Lieu d'édition : Éditions Quæ
Année d'édition : 2014
Date de mise en ligne : 26 février 2021
Collection : Nature et société
EAN électronique : 9782759230235



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

SOURISSEAU, Jean-Michel ; et al. *Introduction générale* In : *Diversité des agricultures familiales : Exister, se transformer, devenir* [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2014 (généré le 08 juin 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/quæ/29465>>. ISBN : 9782759230235.

■ INTRODUCTION

Jean-Michel Sourisseau, Pierre-Marie Bosc,
Philippe Bonnal, Jean-François Bélières,
Pierre Gasselín, Élodie Valette

Cet ouvrage est le produit d'un itinéraire collectif. Son point de départ est une interrogation partagée sur les formes familiales de production agricole et sur la manière de les nommer. Il se fonde sur le constat du décalage croissant entre nos représentations, souvent historiquement datées, et des réalités agraires et urbaines en mouvement permanent, avec une circulation instantanée des informations entre ces mondes habituellement plus distants.

Son apport est de révéler la diversité des formes familiales de par le monde. Chacun des auteurs porte son regard sur une forme particulière d'agriculture familiale. Car une des caractéristiques des agricultures familiales est bien leur capacité à mettre en valeur aussi bien des milieux favorables à la production agricole que des milieux à fortes contraintes où les formes patronales et entrepreneuriales d'agriculture ne se risquent pas. Les systèmes productifs mis au point dans ces environnements témoignent de capacités d'innovation exceptionnelles qui, dans certains cas, atteignent leurs limites du fait des pressions d'ordre écologique ou économique. C'est cette extrême diversité que nous avons souhaité éclairer dans cet ouvrage, depuis les plateaux du Tibet, les Andes équatoriennes, les interstices agricoles du Caire, les plantations de palmier à huile en Indonésie, les champs d'igname kanak, les confins de la Pologne orientale, les parcours sahéliens du Niger, les cacaoyères du Cameroun, les savanes du Mali ou du centre Bénin.

Ces capacités d'adaptation et transformations des formes familiales sont en rupture avec les représentations communes des sociétés rurales. Trois constats majeurs sont fréquemment faits :

– les centres de gravité des activités des familles agricoles et rurales ont tendance à se mouvoir vers les villes — pas seulement les villes de la proximité, mais aussi les villes lointaines — tout en maintenant un ancrage agricole et rural dans leurs territoires d'origine ;

– les activités non agricoles continuent d’être constitutives des réalités agraires contemporaines et sont un élément stratégique de la sécurisation de ces économies ;

– la production pour l’autoconsommation est loin d’être un archaïsme et, si les familles sont profondément intégrées aux marchés par leurs produits et leur travail, l’alimentation de la famille reste un enjeu majeur. La sécurité alimentaire constitue une préoccupation permanente pour la majorité des familles rurales, qui peuvent être en situation d’insécurité alimentaire.

L’ouvrage présente dix-huit études de cas réparties sur les cinq continents et répondant à un cahier des charges collectivement construit. Il renoue avec les analyses localisées des années 1980, avec l’objectif de mieux comprendre les réalités rurales complexes.

Il s’agit, en premier lieu, de caractériser la diversité des exploitations familiales à partir d’un échantillon de situations. Dans chaque situation, une forme d’agriculture familiale emblématique a été choisie. C’est la diversité des situations qui a été recherchée par la multiplication des études de cas et non pas la diversité à l’intérieur de chaque situation.

Nous avons ensuite cherché à caractériser les transformations du caractère familial [et la diversité de ces transformations], qu’elles aillent vers un effacement et une substitution, soit au contraire que l’on assiste à un affermissement ou à des adaptations qui permettent de maintenir le caractère familial qui s’exprime différemment. Ceci constitue une des entrées majeures pour différencier les agricultures familiales et leurs transformations contemporaines.

Nous avons enfin un objectif méthodologique. Le cadre SRL adapté a été mis à l’épreuve des situations empiriques analysées. Grâce aux retours des auteurs, nous proposons de préciser les robustesses et les faiblesses, et d’élaborer quelques propositions d’améliorations.

Ces objectifs ont imposé aux auteurs l’identification d’un type familial particulier, pour lequel ils devaient pouvoir renseigner la trame proposée, au moins partiellement.

DÉFINITION DE L’AGRICULTURE FAMILIALE

L’agriculture familiale désigne des formes d’organisation de la production agricole caractérisées par : (i) l’existence de liens organiques entre l’économie domestique de la famille et celle de l’unité de production et (ii) la mobilisation effective du travail familial sans le recours au salariat permanent¹. Les liens organiques se matérialisent par l’inclusion du capital d’exploitation dans le patrimoine familial et par la combinaison de logiques

1. La précision sur l’effectivité du recours au travail familial permet d’exclure les situations où le chef d’exploitation, sans recourir au travail salarié permanent, délègueait l’ensemble des travaux agricoles à des prestataires de services extérieurs par l’intermédiaire de contrats.

domestiques et d'exploitation, marchandes et non marchandes, pour l'allocation du travail familial et sa rémunération. La même logique prévaut dans les choix d'allocation des produits entre consommations finales, consommations intermédiaires, investissement et accumulation.

(i) Cette composante « organisationnelle » liant étroitement la famille et l'exploitation agricole marque la relation étroite existant entre la sphère sociale (domestique) et la sphère de la production agricole. Ce type de relation explique en partie la capacité de résilience des formes familiales. La porosité entre l'économie de l'exploitation et l'économie domestique familiale, la fongibilité du capital d'exploitation et du patrimoine permettent des ajustements pour limiter les effets des risques. Lorsque ce lien famille-exploitation se distend ou vient à disparaître émergent d'autres formes de production obéissant à des logiques non familiales.

(ii) Le second critère est le recours au travail familial. La littérature signale de multiples expressions du caractère familial de l'exploitation selon la proportion entre travail familial et travail salarié : majoritairement, essentiellement, quasi exclusivement, de manière dominante, etc. Ces approches qualitatives conduisent selon nous à occulter deux points. En premier lieu, il importe de distinguer le travail salarié occasionnel ou temporaire (qui peut être saisonnier ou non) du travail salarié permanent. Nous proposons de ne considérer *a priori* comme familiale que les exploitations sans travail salarié permanent.

En second lieu, le travail salarié permanent attribue un objectif économique structurel à l'acte de production et modifie les rapports sociaux à l'intérieur de l'unité de production. En s'engageant dans des rapports structurellement salariaux, le caractère familial s'hybride. En cela, on s'écarte nettement de la logique de la rémunération des actifs familiaux qui est ajustée, à la baisse ou à la hausse, en fonction du niveau du produit obtenu.

Il a donc été demandé aux auteurs d'explicitier la nature et la force des liens entre famille et unités de production. Ces liens s'entendent, *a minima* :

- dans l'appréhension des relations de travail ;
- dans la fongibilité du patrimoine familial et du capital d'exploitation ;
- dans les modalités des prises de décision technique ;
- dans les stratégies d'acquisition de revenus et de répartition des produits et des revenus.

La possibilité de présenter des études de cas qui font référence à des agricultures que nous définissons comme patronales² a été proposée dans la perspective d'analyser les « frontières » de la forme familiale, ainsi que la transformation du caractère familial de l'exploitation agricole qu'entraîne ce changement structurel.

2. « L'agriculture patronale (*family business agriculture*) correspond à une forme spécifique qui se distingue des formes familiales par un recours structurel au travail salarié permanent », selon Bélières *et al.* (2013).

LE CADRE MÉTHODOLOGIQUE *SUSTAINABLE RURAL LIVELIHOODS* RÉVISÉ

Sur un plan méthodologique, de la recherche d'un cadre d'analyse commun a émergé un débat sur la pertinence du cadre *Sustainable Rural Livelihoods* (SRL³) à représenter ces formes familiales de production, leur diversité et leurs transformations.

Ces interrogations initiales peuvent paraître surprenantes pour qui connaît les réticences et les réserves que suscite habituellement le cadre SRL chez de nombreux chercheurs mobilisant d'autres référentiels. Plusieurs raisons justifient ce choix. Promu par la coopération britannique, ce cadre est largement connu et mobilisé au niveau international, accroissant ainsi la possibilité de communiquer avec une communauté non francophone. Parce qu'il « prend en compte les modifications de l'environnement à plusieurs échelles, permet d'étudier les changements structurels agricoles au niveau des exploitations mais aussi la diversité des pratiques et de la place de l'agriculture au sein de systèmes d'activités et de revenus » (Sourisseau *et al.*, 2012), ce cadre SRL offre par ailleurs d'indéniables perspectives pour dépasser la critique du recours à l'individualisme méthodologique qui lui est souvent opposée pour l'analyse des exploitations agricoles. Il s'agit ici en particulier de mobiliser les apports de Sen (2000) relatifs aux « capacités »⁴ qui, faisant référence au rôle central des structures sociales, des organisations et des institutions, ont ouvert des perspectives intégrant l'action collective et les politiques publiques⁵. Par ailleurs, ce cadre est compatible avec des approches systémiques (systèmes de production, systèmes d'activités), chères notamment à l'école française du *farming system* et des systèmes agraires (Cochet, 2012). Il permet la prise en compte des dimensions non marchandes des activités agricoles, ainsi que le développement d'activités non agricoles au sein de l'unité de production. Enfin, il combine la normativité indispensable au développement des perspectives comparatives et l'adaptabilité nécessaire pour la prise en compte de la diversité des contextes.

Le cadre SRL nous semble adapté à la caractérisation des formes familiales contemporaines, car il se fonde sur la prise en compte de systèmes

3. Ce cadre s'ancre dans les travaux fondateurs de Chambers et Conway, et en particulier de leur article « Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century » publié en 1991.

4. La critique d'individualisme méthodologique souvent faite à Sen semble inappropriée dans la conception des « capacités », car si l'individu est placé au centre des questionnements, la promotion des capacités renvoie bien aux structures, organisations, institutions et, au final, au politique ; voir notamment Nussbaum (2011, 2012).

5. On se rapproche là de la perspective institutionnaliste développée par Commons (1931) : « Collective action ranges all the way from unorganized custom to the many organized going concerns, such as the family, the corporation, the trade association, the trade union, the reserve system, the state. The principle common to all of them is greater or less control, liberation and expansion of individual action by collective action ».

d'activités ne se limitant pas seulement à l'agriculture et qui constituent aujourd'hui la grande majorité des situations de par le monde (figure I.1). Il permet la prise en compte des dimensions marchandes et non marchandes. Il se fonde enfin sur la mise en œuvre de plusieurs types de capitaux/ressources dont l'importance dépend des relations sociales, institutions et organisations au sein desquelles les familles structurent leurs stratégies.

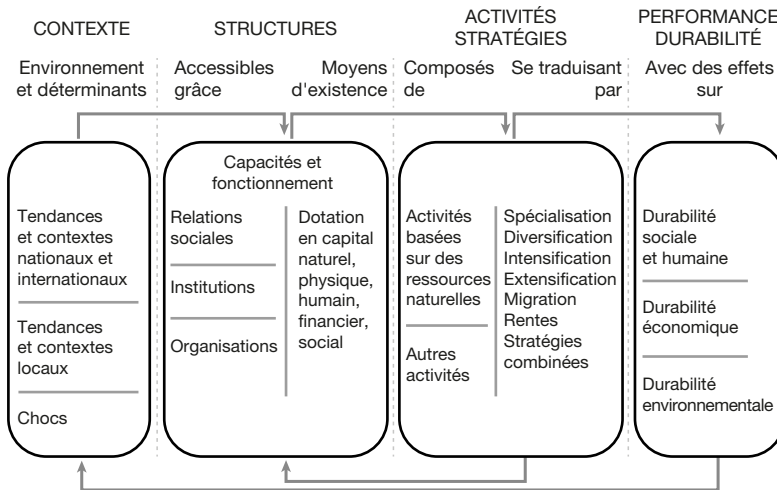


Figure I.1. Le cadre SRL révisé.

Source : d'après Ellis (2000), repris de Sourisseau et al. (2012).

LES UNITÉS D'OBSERVATION

Définir les unités d'observation suppose de préciser les contours de la famille et des unités de production agricole dans chacun des contextes. L'accent a été mis sur ce « qui fait famille » dans ces unités de base, sur les liens et les solidarités, mais aussi sur les marges de manœuvre des individus au sein du groupe familial. Il s'agit de saisir plus largement les dynamiques de changement et les formes émergentes d'organisations familiales de la production agricole et de l'économie domestique.

UNE CARACTÉRISATION PAR LES CAPITAUX/RESSOURCES

Le cadre SRL est souvent mobilisé pour sa capacité à mettre en évidence la diversité des capitaux/ressources⁶ que peut mobiliser un individu ou un groupe familial (voir encadré « Les indicateurs de capital/ressources »).

6. Si l'on conservera le plus souvent le terme « capital » dans ce qui suit, nous considérons que la notion de « ressource », qui n'impose pas de transmission et permet de réintroduire un lien plus grand entre les familles et leur environnement, peut aussi être mobilisée. La discussion autour de ces deux notions fait partie de la dimension méthodologique de l'ouvrage.

Les indicateurs de capital/ressources

Les indicateurs qui permettent de caractériser la structure d'une exploitation agricole sont répartis en cinq catégories* : le capital naturel, le capital physique, le capital humain, le capital social, le capital financier.

Actifs du capital naturel :

- les terres de l'exploitation agricole (à qualifier selon le potentiel agro-écologique), c'est-à-dire le potentiel de terres irrigables (et les grands types d'utilisation des terres; les terres en culture seront décrites selon des critères de qualité ou potentialité (irrigation naturelle, qualité des sols));
- les droits d'accès à des ressources ou espaces communs permettant de pratiquer des prélèvements directs ou indirects, comme par exemple via le bétail (les modes de faire-valoir sont pris en compte dans le capital social) en relation avec les activités pratiquées par des membres de l'exploitation (chasse, cueillette, etc.);
- la qualité et la disponibilité (quantité) de ressources naturelles renouvelables ou non, utilisées dans l'exploitation.

Actifs du capital physique :

- les équipements agricoles et non agricoles (y compris les équipements d'irrigation, d'élevage, de conservation ou de transformation des produits), les équipements pour les activités non agricoles (équipement de transport, matériels pour les activités artisanales, commerciales, touristiques, etc.);
- les infrastructures, aménagements et bâtiments;
- les animaux possédés et élevés;
- les plantations pour cultures permanentes.

Variables et indicateurs du capital :

- identification des membres de l'exploitation : nombre, âge, genre et statut/engagement au regard des activités de l'exploitation (activités de production agricole et autres activités);
- caractérisation des niveaux d'alphabétisation, formation scolaire et professionnelle;
- existence de savoir-faire particuliers;
- état de santé et accès aux soins;
- scolarisation et accès à l'éducation des jeunes et des adultes.

La main-d'œuvre absente de l'exploitation (membres de la famille de l'exploitation partis en migration), mais qui entretient avec les résidents des liens réguliers (transferts monétaires et non monétaires...) est prise en compte.

Caractéristiques du capital social :

- la participation à des organisations professionnelles agricoles (syndicats, organisation paysanne et rurale, organisation de développement local, syndicat d'irrigants, coopérative...);
- la participation à des réseaux d'entraide agricole et non agricole afin de déterminer le niveau d'engagement dans des réseaux d'échange non marchands (action collective);
- la relation avec des acteurs marchands (firmes de l'aval, distributeurs d'intrants, organismes de crédit...);
- l'inscription dans des réseaux sociaux communautaires (à préciser selon les cas); il conviendra de distinguer plusieurs champs d'investissement

.....

dans des activités associatives dans des secteurs sociaux (santé, éducation...), dans la participation à la vie civique et politique, dans des associations de loisir ou à vocation culturelle (incluant des associations d'inspiration confessionnelles).

Actifs du capital financier :

- des actifs monétaires ou capitalisés sous d'autres formes (biens immobiliers ou autres) mobilisables par le chef de l'exploitation ;
- des fonds propres et des emprunts.

* Comme toutes les « manières de voir », cette représentation est critiquable et fait l'objet de travaux d'approfondissements. Les études de cas de cet ouvrage sont une opportunité de faire avancer la réflexion.

Il a été proposé que la mesure des capitaux et l'intensité de leur maîtrise par le groupe familial fassent l'objet d'une attention méthodologique particulière. Si des données quantitatives étaient disponibles, elles ont été mobilisées pour conforter une appréciation qualitative des transformations à l'œuvre du caractère familial. Mais souvent les informations quantitatives n'étaient pas disponibles, notamment pour certains types de capitaux/ressources dont la quantification est plus délicate (capital social notamment). Il a alors été fait une appréciation subjective, qualitative ; démarche tout à fait recevable, même si le résultat reste « à dire d'expert », dans la mesure où ses modalités d'élaboration sont explicitées et font l'objet d'une réflexion collective afin d'harmoniser la « manière de faire ». La critique et les propositions méthodologiques alternatives ont nourri la composante « méthodologique » de l'ouvrage. Cela peut supposer de redéfinir, voire compléter et stabiliser la nature et la mesure des différents capitaux. Mais au-delà des dotations en capitaux, nous pensons que la compréhension des transformations du caractère familial des agricultures réside dans l'appréhension conjointe des « capitaux », des « capacités » et des « stratégies ».

CONTEXTE, DIMENSIONS SPATIALES ET TERRITORIALES

Nous avons proposé de ne pas limiter l'analyse du contexte aux éléments strictement exogènes, mais aussi d'identifier les paramètres qui peuvent être modifiés *via* l'action collective ou l'action publique. Cela suppose de considérer comment d'autres niveaux d'organisation jouent sur les capacités de mobilisation des familles pour améliorer leurs « moyens d'existence » (*livelihoods*). Ce sont donc les niveaux d'organisation spatiale englobant (territorial, régional, national, etc.) qui sont ici concernés. Une attention particulière est portée aux échelles de mise en œuvre des politiques publiques et à la manière dont elles influent (ou non) sur les capacités, les dotations en capitaux, à travers le rôle des institutions et des organisations notamment.

Les relations entre la forme d'agriculture familiale étudiée et le territoire, en termes d'impact sur les ressources naturelles et l'occupation du sol notamment, ne sont pas traitées dans le cadre SRL originel. Il a été proposé de le faire ici en partant des changements intervenus — sur un pas

de temps de 10 à 15 ans, voire de 20 ans selon les cas si les informations le permettent — au niveau des activités agricoles et non agricoles, et en explicitant l'impact de ces activités sur les ressources du territoire considéré.

Il importe donc de caractériser l'inscription spatiale et territoriale des activités agricoles conduites par la forme familiale étudiée, dans le milieu où se réalisent les activités fondées sur les ressources naturelles. La figure I.2 tente d'éclairer la façon dont ces dimensions peuvent être prises en compte dans les études de cas.

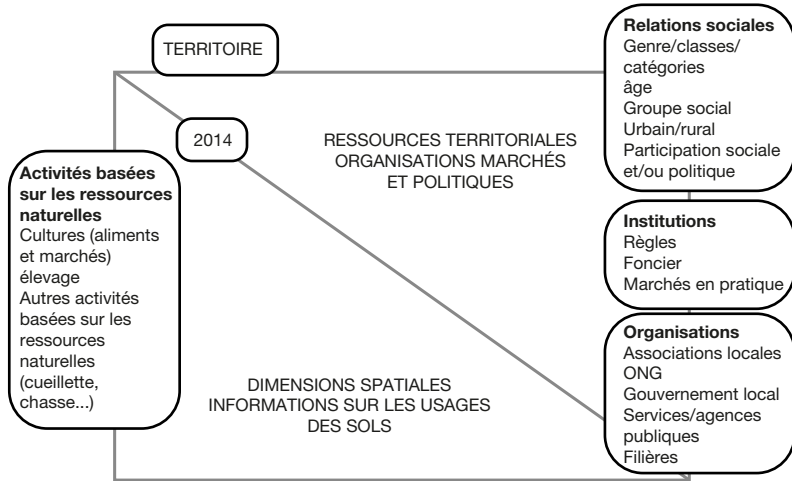


Figure I.2. Proposition d'inscription territoriale du cadre SRL.
Source : Bosc et Sourisseau (2012) et les jeudis d'ART-Dev (2012).

LES PERFORMANCES

Le cadre SRL envisage les performances de manière normative selon les dimensions « conventionnelles » du développement durable : l'environnement, le social et l'économique. Mais on peut aussi appréhender la durabilité à travers la capacité de s'adapter aux changements de l'environnement économique et institutionnel, la capacité à « durer » sur le territoire, quitte à intégrer celui-ci au sein d'un ensemble de territoires multisitués, reliés par un système de mobilité des membres de la famille. Cette capacité d'adaptation passe aussi par la reconfiguration du système d'activité dépassant éventuellement le niveau de l'unité familiale. Il faudrait donc également considérer la manière dont ce niveau local contribue à différents équilibres à d'autres niveaux plus agrégés (territoire, pays).